

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 27/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)**

37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : UDRD-2024-12-T-914  
Code AIOT : 0005800445

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82) implanté Côte de Lombardie CD 43 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site de la CHAUFFERIE urbaine Rouen Bihorel (CURB) exploite des installations soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE) notamment pour son activité de combustion de combustibles.

Le plan de surveillance (PdS) décrit de façon détaillée et exhaustive la manière dont le suivi en continu des émissions est assuré par l'installation soumise au SEQE.

Les exploitants des installations soumises au SEQE bénéficient d'allocation de quotas gratuits pour la première sous-période de la quatrième période de ce système (2021-2025) sur la base de leurs niveaux d'activités historiques (2014-2018).

Ces allocations sont toutefois dynamiques et revues chaque année, suivant les niveaux d'activité réellement effectués l'année précédente. Le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) sert de base à l'évaluation de ces niveaux d'activité par sous-installation, en précisant notamment les

instruments ou les méthodes de mesure utilisés.

Cette visite a pour but de vérifier et d'améliorer la conformité des installations avec la réglementation en vigueur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)
- Côte de Lombardie CD 43 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005800445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de la côte de la Lombardie, à Rouen, dite « CURB » (Chaufferie Urbaine Rouen-Bihorel), est équipée de chaudières au gaz naturel, d'une chaudière biomasse, et de deux unités de cogénération pour la production d'électricité. Elle fournit de l'énergie au réseau de chaleur de la Métropole Rouen Normandie.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Catégorisation des installations, des flux et des sources d'émission	Règlement européen du 19/12/2018, article 19	Demande d'action corrective	2 mois
2	Contenu minimal du plan de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contenu minimal du plan de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Modifications du plan de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
5	Cohérence, comparabilité et transparence	Règlement européen du 19/12/2018, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
6	Modifications du plan méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non conformités au niveau du plan de surveillance (PdS) et du plan méthodologique de surveillance (PMS) de l'exploitant. Les demandes d'amélioration doivent être prises en compte lors des prochaines mises à jour des PdS et PMS afin qu'ils soient conformes aux différents règlements européens.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Catégorisation des installations, des flux et des sources d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Catégorisation des flux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. L'exploitant classe chaque flux dans l'une des catégories ci-après en comparant le flux à la somme de toutes les valeurs absolues de CO2 fossile et de CO2(e) correspondant à l'ensemble des flux pris en considération par les méthodes fondées sur le calcul et de toutes les émissions provenant des sources surveillées à l'aide de méthodes fondées sur la mesure, avant déduction du CO2 transféré:</p> <p>[...]</p> <p>b) «flux de-minimis», lorsque les flux sélectionnés par l'exploitant représentent ensemble moins de 1 000 tonnes de CO2 fossile par an ou moins de 2 %, jusqu'à une contribution totale maximale de 20 000 tonnes de CO2 fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son plan de surveillance (PdS) l'exploitant décrit son flux de biomasse durable comme un flux majeur. Les émissions de biomasse durable n'étant pas considérées comme des émissions fossiles, c'est la catégorie de flux de minimis qui doit être retenue avec une estimation des émissions qui doit être nulle pour ce flux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les modifications proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PdS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Contenu minimal du plan de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Description des systèmes de mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après: [...] (2) une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant: [...] c) une description des systèmes de mesure utilisés et leur plage de mesure, l'incertitude spécifiée ainsi que la localisation exacte des équipements de mesure à utiliser pour chacun des flux à surveiller;
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne décrit aucun système de mesure dans son plan de surveillance (PdS), en particulier le compteur de gaz naturel. L'exploitant doit décrire dans son PdS les caractéristiques des systèmes de mesure utilisés pour déterminer les données d'activité relatives aux flux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PdS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Contenu minimal du plan de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthodes et laboratoires utilisés pour les analyses relatives aux facteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après: [...]  (2) une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant: [...] e) le cas échéant, la liste des méthodes d'analyse à employer pour déterminer tous les facteurs de calculs pertinents, pour chacun des flux, et une description des procédures écrites relatives à ces analyses;  f) le cas échéant, une description de la procédure écrite ayant conduit à l'établissement du plan

<p>d'échantillonnage pour le combustible et les matières à analyser, ainsi que de la procédure employée pour évaluer la pertinence du plan d'échantillonnage;</p> <p>g) le cas échéant, la liste des laboratoires participant à la mise en œuvre des procédures d'analyse et, lorsqu'un laboratoire n'est pas accrédité conformément à l'article 34, paragraphe 1, une description de la procédure utilisée pour démontrer le respect d'exigences équivalentes, conformément à l'article 34, paragraphes 2 et 3;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant détermine le PCI de la biomasse à partir de mesures réalisées en laboratoire. La méthode et le laboratoire utilisés pour l'analyse relative à ce facteur de calcul ne sont pas décrits dans le plan de surveillance (PdS).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PdS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Modifications du plan de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Description de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation ou de l'activité aérienne conformément à l'article 7 de la directive 2003/87/CE, et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le plan de surveillance (PdS), le schéma décrivant les flux n'est pas à jour. Ce dernier ne décrit pas la chaufferie biomasse et le flux de biomasse durable. Il n'indique pas correctement les liens techniques avec les installations externes. De plus, et contrairement à ce qui est indiqué dans le schéma, les compteurs d'énergie thermique utilisés ne relèvent pas de la métrologie légale (comme l'atteste la vignette apposée indiquant "interdit pour tout usage réglementé").</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre à jour le PdS pour qu'il soit cohérent avec la situation réelle du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Cohérence, comparabilité et transparence**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données d'activités
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Les exploitants et les exploitants d'aéronefs recueillent, enregistrent, rassemblent, analysent et étayent les données de surveillance, et notamment les hypothèses, les références, les données d'activité et les facteurs de calcul, de manière transparente, de façon à permettre au vérificateur et à l'autorité compétente de reproduire la détermination des émissions.
<b>Constats :</b>  Dans l'onglet de description des flux du plan de surveillance (PdS), les informations liées aux données d'activité (rubriques : (a) méthode de détermination des données d'activité, (b) instruments de mesure utilisés) pour les flux de gaz naturel et de biomasse durable ne sont pas complètes. Il faut indiquer ces informations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre à jour le PdS en remplissant les rubriques concernées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Modifications du plan méthodologique de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.
<b>Constats :</b>  Dans le plan méthodologique de surveillance (PMS), le schéma de procédé n'est pas à jour. Ce dernier ne décrit pas la chaufferie biomasse et le flux de biomasse durable. Il n'indique pas correctement les liens techniques avec les installations externes. De plus, et contrairement à ce qui est indiqué dans le schéma, les compteurs d'énergie thermique utilisés ne relèvent pas de la métrologie légale (comme l'atteste la vignette apposée indiquant "interdit pour tout usage réglementé").
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Mettre à jour le PMS pour qu'il soit cohérent avec la situation réelle du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Système de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des équipements de mesure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.</p> <p>[...]</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> <p>Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.</p> <p>Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle des instruments de mesure entrant dans le champ du plan méthodologique de surveillance (PMS), a été réalisé.</p> <p>Le compteur GRTgaz servant à mesurer les volumes de gaz consommés est bien certifié métrologie légale et il est à jour de sa vérification périodique.</p> <p>L'exploitant a fourni les fiches d'intervention des compteurs d'énergie thermique. Ces instruments sont conformes et régulièrement suivis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite